

MOUVEMENT DE PROTESTATION DES MÉDECINS RÉSIDENTS

# Le sit-in largement suivi

**Les médecins résidents ont observé, hier, un sit-in au CHU Mustapha-Pacha, à Alger. Dénonçant leurs conditions de travail, ils demandent la satisfaction de leur plateforme de revendications.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Ils étaient des centaines de médecins résidents à occuper la placette faisant face à la direction générale de l'hôpital Mustapha-Pacha. Sur leurs blouses blanches était écrit «médecins en colère». Ils brandissaient également des pancartes où l'on pouvait lire

«Salaire minable pour métier noble», «Quand connaissance rime avec souffrance», ...  
«Seuls les médecins spécialistes sont assujettis à un service civil obligatoire d'une durée variant entre un et quatre ans selon les zones», a souligné le représentant du Collectif autonome des méde-

cins résidents algériens, avant d'ajouter : «Nous voulons être considérés comme tous les autres diplômés algériens. Le service civil a prouvé son inefficacité et fini par devenir une contrainte pour les médecins. Nous exigeons, ainsi, son abrogation.»  
Autre revendication des médecins résidents, la dispense du service national. «Nous demandons également à ce que les médecins spécialistes, au même titre que les autres

citoyens, puissent bénéficier d'une dispense du service national», a-t-il dit.  
S'agissant du statut du résident, le Collectif autonome des médecins résidents algériens exige la révision du statut actuel, incluant le droit syndical.  
«Le statut actuel est ambigu et flou. Nous sommes considérés à la fois comme étudiants et comme médecins résidents», explique le représentant du Collectif.  
Les protestataires revendiquent également le relèvement de la prime de garde, actuellement de 690 DA, à hauteur de 4 000 DA, ainsi qu'une allocation d'études.  
«Nous n'avons pas de salaire, nous n'avons que d'indemnités calculées par rapport au salaire du maître-assistant», précise-t-il encore. Il est également question du



Les résidents se mobilisent pour arracher leurs droits.

Photo : Samir Sid

droit d'accès aux indemnités d'encadrement, de contagion, de risque, de documentation et d'intéressement.  
Enfin, le Collectif autonome des médecins résidents algériens compte adresser sa plateforme de revendications au ministère de la Santé, à

celui de l'Enseignement supérieur ainsi qu'au Premier ministre.  
«Nous leur accordons jusqu'à la fin de la semaine pour répondre et satisfaire nos revendications», dira le représentant du Collectif.

R. N.

## Ould Abbès promet des solutions

Selon le ministre de la Santé, la plate-forme des revendications des médecins résidents ne dépend pas, dans sa totalité, de son département.

Selon ce dernier, ce corps de médecins est toujours en formation et dépend du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

«Une partie des revendications seulement dépend de mon secteur», a indiqué Djamel Ould Abbès, hier. Une partie à laquelle il a promis d'apporter des réponses.

S. A.

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ RASSURE :

## «Nous ne sommes pas dans une situation de pandémie de grippe A»

**Sur les 82% de cas de grippe enregistrés, 18% sont de souche AH1N1. C'est ce que a indiqué, hier, le directeur de la prévention au niveau du ministère de la Santé. Cependant, rassure-t-on, «nous ne nous retrouvons pas en situation de pandémie».**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** -La souche de grippe AH1N1 est toujours en circulation, bien que l'OMS ait décrété, depuis le 20 août dernier, la fin de la pandémie. Quatre décès liés à ce virus ont été enregistrés en Algérie depuis le mois de

février dernier.  
Sur les 82% de cas de grippe enregistrés depuis le mois d'octobre dernier, 18% ont été confirmés de souche AH1N1 par le Centre national de référence de l'Institut Pasteur. Cependant, rassure-t-on, il n'y a pas

lieu de s'alarmer.  
L'Algérie, souligne le directeur de la prévention au niveau du ministère de la Santé, se retrouve en situation de grippe saisonnière et jusqu'à présent, le seuil épidémique n'a pas été dépassé. Ce dernier a précisé que trois virus de grippe sont en circulation, actuellement. Il s'agit majoritairement du virus B lié à la grippe saisonnière ainsi que du virus AH3N2 et H1N1.

Le ministre de la Santé, qui a animé une conférence de presse, hier, a rappelé que le dispositif de surveillance, d'alerte et de prise en charge de la grippe A est toujours opérationnel.  
Son objectif, surveiller hebdomadairement les syndromes grippaux afin de détecter précocement une situation épidémique, identifier les souches circulantes afin de mettre en place les actions de santé adéquates

et étudier la répartition des virus en fonction du type et sous-type.  
Le ministre de la Santé a rappelé que l'Algérie a importé plus de 2 millions de doses de vaccin contre la grippe saisonnière. Soit suffisamment pour mettre à l'abri toutes les personnes à risque. Pour rappel, l'Algérie a enregistré, l'année dernière, 916 cas de grippe A dont 57 décès.

S. A.

NOUVEAUX TEXTES RÉGISSANT LA PROFESSION D'AVOCAT

## L'article 24 «scandaleux»

**Des avocats ont dénoncé, hier, lors du forum d'El Moudjahid, l'article 24 de la nouvelle loi régissant leur activité. Les textes en question, selon maître Rachid Ouali, livrent les robes noires «pieds et points liés» au parquet. Il explique cette situation par le fait que l'article jugé «scandaleux» permet la traduction des avocats devant le barreau avec même la possibilité de poursuites pénales.**

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les représentants de la profession se sont rencontrés hier au forum d'El Moudjahid pour revenir sur les changements découlant des réformes du secteur de la justice. Les préoccupations des avocats, des huissiers et des notaires ont été passées en revue. A cet effet, M<sup>e</sup> Rachid Ouali

a contesté l'article 24 qui, d'après lui, pénaliserait lourdement la profession.  
L'intervenant a aussi déploré le fait que les sociétés nationales et les institutions de l'Etat préfèrent faire appel à des cabinets étrangers en cas de litiges. «Ils minimisent ainsi les capacités nationales, et je citerais le cas de la Sonatrach qui, pour les grosses affaires, fait appel à des avocats étrangers et laisse les affaires de licenciement, entre autres, aux avocats algériens», a expliqué M<sup>e</sup> Ouali. Il s'indignera aussi contre le fait que des crédits ANSEJ soient accordés à de jeunes diplômés en droit. «Cette profession n'est pas faite pour la création de sociétés commerciales», a précisé l'avocat, déclarant aussi que tant qu'il n'y aura pas d'indépendance de la justice et des

magistrats, il ne saurait y avoir de justice.  
Pour sa part, maître Azzi Merouane précisera que les nouvelles lois mises en vigueur depuis l'année 2006 ont permis notamment de criminaliser de nouveaux délits, tels que le blanchiment d'argent, le harcèlement sexuel ou la piraterie informatique. Le représentant des huissiers de justice, maître Mahmoudi, a déclaré, par ailleurs, que la profession a connu, au cours des dernières années, une évolution importante. «Il existait, avant l'année 1998, 20 articles seulement qui concernaient la profession, mais actuellement, il y a 460 et 1 800 huissiers sur le terrain. Aussi les décisions de justice sont exécutées à plus de 90 %», a déclaré maître Mahmoudi.

F-Z. B.

RÉFORME DU MARCHÉ FINANCIER

## Lancement d'un débat national durant ce semestre

**Un débat national sur la réforme du marché financier sera lancé durant le premier semestre 2011, selon le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB).**  
**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - En marge, hier, de la première séance de cotation des titres capital d'Alliance Assurances, Smaïl Noureddine a indiqué que le gouvernement a donné son aval à ce projet. En ce sens, une unité de gestion sera mise en place dès le mois courant et regroupera les différents acteurs de l'establishment institutionnel, bancaire et entrepreneurial. Des ateliers multisectoriels seront organisés et des recommandations seront attendues. Il s'agit de booster le développement du marché des capitaux, encore embryonnaire.

Un marché qui manque de services d'investissements efficaces, d'intermédiaires en opérations en bourse nombreux, d'un droit boursier complet et opérationnel et d'un système d'information moderne, selon le président de la COSOB. Mais aussi que l'introduction en bourse soit davantage attractive pour les entreprises notamment privées et que la circulation des capitaux soit effective. Ce qui n'est pas encore le cas, même si une centaine d'entreprises, déjà identifiées, sont éligibles à l'introduction en bourse, selon Smaïl Noureddine.  
Or, la Bourse d'Alger, où participent à la cotation deux titres de capital (l'hôtel El Aurassi et le groupe pharmaceutique Saidal) et des titres de créance des emprunteurs obligataires (Sonelgaz, Algérie Télécom et la société privée Dahli ainsi que le Trésor),

concourt faiblement tant à la création de la richesse nationale. Selon le directeur général de la Bourse d'Alger, Mustapha Ferfera, la capitalisation boursière actuelle (13,2 milliards de dinars en comptant le titre Alliance Assurances) s'avère infime par rapport au Produit intérieur brut (PIB), seulement de 0,1%. A contrario, cette capitalisation représente 30% du PIB au Maroc.  
En notant que l'encours des titres obligataires est de 70 milliards de dinars pour les trois sociétés émettrices et de 262 milliards pour les obligations assimilables du Trésor (OAT). Toutefois, l'introduction d'Alliance Assurances en bourse, un signal positif selon le P-dg de cette compagnie, Hassan Khelifati, devrait encourager d'autres acteurs à s'y investir.

C. B.

PREMIÈRE COTATION  
DU TITRE ALLIANCE  
ASSURANCES

## Plus de 1,2 million de dinars échangés

Tenue hier, la première séance de négociations des actions Alliance Assurances au parquet de la Bourse d'aller a été réussie. Animée par six intermédiaires en opérations de bourse, représentants des banques publiques, cette séance a été marquée par l'introduction d'un volume cumulé des ordres à l'achat et à la vente de 5 100 actions.  
Les six IOB ont échangé un volume global de 1 500 titres. Dès la confrontation des ordres validés, le cours de l'action a été déterminé à 830 dinars, donnant lieu à une valeur globale transigée de 1 245 000 dinars.  
Il a été enregistré la réalisation de deux transactions dont le dénouement (règlement/livraison) interviendra jeudi prochain. Par ailleurs, un contrat de liquidité sera mis en œuvre par l'émetteur et l'IOB accompagnateur (la banque CPA) pour assurer la cotation régulière du titre de capital durant les 6 premiers mois. La durée du contrat de liquidité est de six mois prorogeable à douze mois par tacite reconduction.  
En rappelant qu'Alliance Assurances a pu lever plus de 1,4 milliard de dinars en émettant 1 804 511 actions au prix de 830 dinars l'action. Ces titres ont représenté un peu plus de 30% du capital social et ont été souscrits par 5 518 investisseurs dont 5 374 particuliers.  
Ces actions sont dématérialisées et gérées dans des comptes titres identifiés et les dividendes générés sont exonérés de l'IRG et de l'IBS jusqu'à la fin 2013.  
La date de jouissance de ces actions a été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2010, permettant aux nouveaux actionnaires de la compagnie de recevoir des dividendes annuels au même titre que les actionnaires initiaux.

C. B.